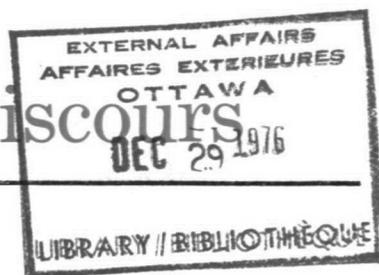




Déclarations et Discours



N^o 76/23

CLIMAT DÉTENDU DES RELATIONS CANADO-AUSTRALIENNES

Discours prononcé, le 3 septembre 1976, à Canberra, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Allan J. MacEachen.

Le rythme des visites ministérielles échangées entre nos deux pays ne saurait donner une idée juste de nos relations et des intérêts qui nous lient et je tiens à dire combien je me suis réjoui à la pensée que nous ayons eu le privilège d'accueillir le premier ministre, M. Fraser, à l'occasion des Jeux olympiques et de lui faire découvrir un peu notre pays.

L'immensité de l'océan Pacifique constitue un obstacle à des rencontres fréquentes, mais les liens qui nous unissent font fi des distances. Quoique notre accent soit légèrement différent, notre langue est la même; nos attaches historiques et culturelles avec l'Europe et le Commonwealth sont les mêmes et nos formes de gouvernement se fondent, toutes deux, sur le principe de la démocratie parlementaire, ce qui de nos jours, est plutôt l'exception que la règle. Les Australiens, comme les Canadiens, sont fiers et soucieux de préserver et de perpétuer des traditions au service de la liberté et de la dignité humaine.

Soucieux de mettre en valeur leurs vastes étendues, le Canada et l'Australie ont tous deux opté pour un fédéralisme souple qui répond de le mieux possible aux besoins et aux aspirations de leur peuple. Je sais fort bien que mes propos à cet égard ne rallient pas toujours l'approbation de mes amis de la presse. En qualité de nations industrialisées et consommatrices, nous devons faire face aux nombreux défis d'une société moderne, évoluée et complexe.

L'abondance de nos ressources naturelles est un facteur important de notre richesse. Pourtant, nous dépendons de la technologie et des capitaux étrangers pour les exploiter. Nos deux gouvernements connaissent bien les pressions croissantes qui leur imposent de manoeuvrer adroitement dans ce contexte.

Je pense, depuis quelque temps déjà, que nous n'avons pas donné suffisamment d'importance aux intérêts communs que nous possédons dans la région du Pacifique, constatation qui motive, en partie ma visite en Australie: j'espère que mes hôtes me feront part de leurs vues au sujet de la situation politique et économique de cette région.

Comme vous le savez sans doute, mon ministère entreprit, en 1970, une étude approfondie de la politique extérieure canadienne. À la suite de cette étude, le Canada a mis sur pied un programme dynamique de diversification de ses relations avec l'étranger. Les pays du Pacifique figurent en bonne place sur la liste des nations visées par cet objectif et par ce voyage qui m'a mené, tour à tour, en Indonésie, en Malaisie, en Nouvelle-Zélande et en Australie, le Gouvernement entend donc soutenir l'impulsion qui, depuis quelques années, attire ici un nombre croissant d'hommes d'affaires et de touristes canadiens et multiplie nos échanges dans cette partie du monde.

Je crois qu'on ne peut se méprendre sur l'intérêt que nous portons à la région du Pacifique. En effet, le Canada n'y a-t-il pas participé directement, pendant de nombreuses années, à des activités de maintien de la paix et de la sécurité? Notre rôle pendant la guerre de Corée et nos longues années de présence au sein des commissions de paix et de surveillance instaurées en Indochine attestent notre engagement et montrent que nous sommes prêts à jouer un rôle à notre mesure.

Notre attitude demeure la même. Nous continuons à suivre les événements de près et les tensions qui persistent après la fin de la guerre au Vietnam ne sont pas sans nous préoccuper. C'est, d'ailleurs, ce qui m'a amené à soulever la question de la sécurité de la région du Pacifique dans mes discussions avec les dirigeants de Djakarta, Kuala Lumpur et Wellington. De ces entretiens, je sors d'avantage convaincu de la possibilité de susciter des initiatives susceptibles d'aboutir, en dépit du climat d'incertitude actuel, à une stabilité plus durable.

Le Canada, en accord avec l'Australie, estime que la coopération régionale peut être un facteur important de stabilité et de développement économique. Au cours de mon séjour en Indonésie et en Malaisie, j'ai réitéré à mes hôtes notre ferme soutien aux principes et objectifs de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Ainsi que je l'ai souligné, le fait que l'ASEAN soit disposée à accueillir dans ses rangs d'autres pays de la région qui souscrivent à ses principes témoigne éloquemment de sa souplesse. J'admets, toutefois, qu'il est illusoire de s'attendre, dans l'immédiat, à d'autres candidatures.

J'ai annoncé à Djakarta que pour exprimer concrètement son soutien à l'ASEAN, le Canada envisageait de fournir une aide destinée à promouvoir des entreprises régionales sur lesquelles les cinq pays membres s'entendraient. J'ai également informé mes hôtes de Djakarta et de Kuala Lumpur du désir du Canada d'engager un dialogue officiel

avec l'ASEAN.

Le Canada a aussi proposé une aide au développement à chacun des pays membres. En fait, l'Indonésie est l'un des plus grands bénéficiaires de nos programmes d'assistance.

Ces quelques exemples illustrent le rôle plus actif que le Canada entend jouer dans les affaires de la région du Pacifique. En outre, nous envisageons d'élaborer des formules inédites de coopération économique avec les pays en développement de cette région. À mon avis, de telles formules devraient être conçues de façon à renforcer aussi bien l'ASEAN pris dans son ensemble que chaque pays membre.

Le Canada a suivi avec beaucoup d'intérêt les initiatives de l'Australie à cet égard. J'ajoute que, depuis plusieurs années, des représentants de nos gouvernements respectifs veillent à ce que nos projets d'aide économique se complètent et servent notre objectif commun, soit la prospérité croissante de la région. Celle-ci m'apparaît, d'ailleurs, comme un facteur essentiel de stabilité politique.

De par son statut de nation occidentale implantée dans le Pacifique, l'Australie se trouve dans une position privilégiée pour analyser l'évolution de la région et y participer. Il n'est donc pas surprenant que j'aie trouvé les propos du Premier ministre, du ministre des Affaires étrangères, M. Peacock, et de ses collègues, à la fois opportuns et fort instructifs. Ce fut une occasion rêvée de confronter nos idées sur les façons de développer le principe de la coopération régionale et sur les diverses possibilités d'intensifier nos relations bilatérales avec les pays de l'Asie et du Pacifique en général.

La façon dont l'Australie procède en vue d'établir des liens solides avec ses puissants voisins a fait grande impression au Canada. La récente visite en Chine et au Japon du premier ministre Fraser, très peu de temps après la formation de son gouvernement, montre clairement toute l'importance que l'Australie accorde à ses relations avec ces deux grands pays. La conclusion d'un traité fondamental d'amitié et de coopération entre l'Australie et le Japon, paraphé à Tokyo par le chef du gouvernement australien, représente, à mes yeux, un progrès marquant, symbole de la naissance d'un nouveau genre de relations entre les nations du Pacifique.

Le récent voyage du premier ministre Fraser aux États-Unis a aussi retenu mon attention. Le maintien d'une coopération étroite entre deux pays auxquels il est étroitement lié est en effet particulière-

ment important pour le Canada qui, en outre, considère que l'instauration progressive de la sécurité et de la stabilité dans le Pacifique ne se fera que si les États-Unis, continuant de jouer un rôle dynamique, participent à l'évolution de la région. À cet égard, il faut aussi mentionner la position clé occupée par le Japon. Étant donné sa puissance économique, il peut faire beaucoup pour favoriser la prospérité croissante dont j'ai dit tout à l'heure qu'elle constituait un facteur essentiel de paix et de stabilité.

Vous conviendrez avec moi qu'ayant toutes les cartes en main, nous n'avons toujours pas une idée claire de la partie complexe qui se joue dans la région. Les intentions à long terme de certains des joueurs ne sont pas explicites et une mauvaise tournure de la conjoncture économique mondiale pourrait entraver les efforts déployés en vue d'encourager son développement économique. Cependant, il y a lieu d'espérer que toutes les parties intéressées ont à cœur de maintenir l'équilibre actuel.

De toute évidence, dans un climat d'optimisme prudent où persiste une part d'incertitude, il est dans l'intérêt de nos deux pays de maintenir des relations étroites en ce qui concerne les questions relatives à la paix et à la stabilité en Asie et dans la région du Pacifique. Je considère que mes entretiens avec le ministre des Affaires étrangères, M. Peacock, et ses collègues contribuent à élargir nos échanges de vues à cet égard. Selon moi, il y a place pour une plus grande coopération au niveau de l'élaboration de nos politiques respectives à l'endroit des pays de l'Asie et de la région du Pacifique, et de ce point de vue, nous pouvons fort bien mettre davantage à profit nos liens actuels.

Une telle coopération peut, d'ailleurs, devenir un atout au sein d'assemblées multilatérales, et je crois d'ailleurs que nous pouvons nous enorgueillir d'excellents antécédents à ce chapitre. Deux exemples suffiront peut-être à illustrer mon propos:

La Conférence sur le droit de la mer - où nous débattons certaines des questions les plus difficiles et les plus controversées que la communauté internationale ait jamais abordées - a permis de constater que l'Australie et le Canada, en tant qu'États côtiers dotés d'un vaste plateau continental, avaient de nombreux intérêts en commun et partageaient souvent la même optique. Nos deux délégations ont collaboré étroitement à faire accepter de nouvelles notions: zone économique, droits des États côtiers sur le plateau continental, régime applicable aux grands fonds marins, etc. Cette concertation a été énormément facilitée par les consultations officieuses qui, heureusement, tissent en bonne partie la trame de nos relations.

Nous pouvons encore mettre notre entente à profit - et nous le faisons - dans une autre série de négociations cruciales. Je fais allusion, bien sûr, à la Conférence sur la coopération économique internationale où, comme vous le savez peut-être, l'Australie et le Canada font partie de différents comités et collaborent étroitement dans plusieurs domaines qui revêtent pour eux un intérêt particulièrement fondamental. J'ai trouvé mes discussions avec M. Peacock particulièrement éclairantes dans le contexte des importantes décisions qui doivent être prises à la Conférence et des efforts que M. Perez Guerrero et moi-même déployons à titre de coprésidents afin de faire progresser le dialogue.

Vous conviendrez avec moi que l'Australie et le Canada ont tiré un excellent parti de la relation saine et sereine dont ils ont l'heur de jouir. Mais il faut bien se garder d'en rester là. Le monde devient chaque jour plus complexe et il faut toujours être prêt à saisir les nouvelles occasions d'enrichir des liens même lorsqu'il s'agit de ceux qui unissent des partenaires de toujours.

Sur le plan commercial, par exemple, nous nous sommes toujours empressés de tirer un avantage réciproque de nos marchés respectifs, et ce pour une gamme de produits toujours plus vaste, englobant aussi bien des matières premières industrielles que des produits manufacturés très élaborés. De part et d'autre, nous avons pris soin d'adapter le cadre officiel de ces échanges au rythme de l'évolution de la conjoncture, afin que ne soit perdue aucune occasion de resserrer nos relations commerciales. Il en a résulté, je crois, une conscience permanente et précieuse de nos possibilités.

Mais il faut faire plus. Je pense, par exemple, qu'il faudrait veiller à améliorer notre connaissance réciproque. Nous venons de traverser une période où nos théories les plus chères concernant le progrès économique et la nécessité d'élever les niveaux de vie ont été durement mises à l'épreuve. Nos objectifs à long et à court terme évoluent. Devant ce phénomène, nos gouvernements s'interrogent sur l'orientation que doivent prendre nos sociétés. Certes leurs réactions peuvent diverger mais je crois que nous pouvons apprendre l'un de l'autre et, qui sait, peut-être nous inspirer l'un de l'autre.